

## COUR CONSTITUTIONNELLE

[2012/207525]

## Extrait de l'arrêt n° 153/2012 du 13 décembre 2012

Numéro du rôle : 5302

*En cause* : le recours en annulation de l'article 136 du Code des impôts sur les revenus 1992, introduit par Thierry Van Geet et Juliette Vangrieken.

La Cour constitutionnelle,

composée du juge J.-P. Snappe, faisant fonction de président, du président M. Bossuyt, et des juges E. De Groot, A. Alen, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul et F. Daoût, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le juge J.-P. Snappe,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 1<sup>er</sup> février 2012 et parvenue au greffe le 2 février 2012, Thierry Van Geet et Juliette Vangrieken, tous deux demeurant à 1495 Villers-la-Ville, rue du Bosquet 48, ont, à la suite de l'arrêt de la Cour n° 63/2011 du 5 mai 2011 (publié au *Moniteur belge* du 5 août 2011, deuxième édition), introduit un recours en annulation de l'article 136 du Code des impôts sur les revenus 1992.

(...)

II. *En droit*

(...)

*Quant à la disposition attaquée*

B.1. L'article 136 du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 1992) dispose :

« Sont considérés comme étant à charge des contribuables, à condition qu'ils fassent partie de leur ménage au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition et qu'ils n'aient pas bénéficié personnellement, pendant la période imposable, de ressources d'un montant net supérieur à 2.890 EUR (montant de base 1.800 EUR) :

1° leurs enfants;

[...] ».

Tel qu'il est applicable en Région wallonne, l'article 257 du CIR 1992 dispose :

« Sur la demande de l'intéressé, il est accordé :

[...]

3° une réduction du précompte immobilier afférent à l'immeuble occupé par le chef d'une famille comptant au moins deux enfants en vie ou une personne handicapée au sens de l'article 135, alinéa 1<sup>er</sup>.

Cette réduction est égale à un montant de 250 euros pour chaque personne à charge handicapée, y compris le conjoint ou le cohabitant légal, et de 125 euros pour chaque enfant à charge non handicapé, multiplié par la fraction 100/(100 + total des centimes additionnels au précompte immobilier établis par la commune, par l'agglomération et par la province où est situé l'immeuble occupé par le chef de famille);

Un enfant militaire, résistant, prisonnier politique ou victime civile de la guerre, décédé ou disparu pendant les campagnes 1914-1918 ou 1940-1945, est compté comme s'il était encore en vie;

[...] ».

Tel qu'il est applicable en Région wallonne, l'article 258, alinéa 2, du CIR 1992 dispose :

« Les réductions prévues à l'article 257, 1° à 3°*bis*, ne peuvent porter que sur une seule habitation à désigner éventuellement par l'intéressé ».

*Quant à la recevabilité du recours*

B.2.1. Par son arrêt n° 63/2011 du 5 mai 2011, rendu en réponse à une question préjudicielle, la Cour a dit pour droit :

« L'article 136 du Code des impôts sur les revenus 1992, lu en combinaison avec ses articles 257 et 258 tels qu'ils sont applicables en Région wallonne, viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il ne permet à aucune condition au contribuable isolé, hébergeant également ses enfants, de bénéficier d'une réduction partielle du précompte immobilier afférent à l'immeuble qu'il occupe ».

B.2.2. L'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle prévoit qu'un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction d'un recours en annulation d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance par, notamment, toute personne justifiant d'un intérêt lorsque la Cour, statuant sur une question préjudicielle, a déclaré que cette loi, ce décret ou cette ordonnance viole une des règles ou un des articles de la Constitution visés à l'article 1<sup>er</sup> de la même loi spéciale.

B.2.3. Les parties requérantes, qui habitent en Région wallonne, motivent leur intérêt en alléguant qu'elles sont toutes les deux divorcées, qu'elles ont un enfant en commun et que toutes les deux hébergent de manière égalitaire respectivement les deux et les trois enfants issus de leur premier mariage, même s'ils ne partagent pas avec elles leur domicile légal.

B.2.4. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, la disposition précitée n'interdit pas à la Cour d'annuler une norme dont elle a constaté l'inconstitutionnalité au contentieux préjudiciel, norme lue ou non en combinaison avec d'autres dispositions législatives. En outre, la même disposition n'interdit pas à la Cour d'annuler une norme dont l'inconstitutionnalité constatée consiste en une lacune située dans le texte soumis à la Cour.

L'exception est rejetée.

*Quant au fond*

B.3. Les parties requérantes prennent un moyen unique de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, reprenant le grief qui a donné lieu à la réponse à la question préjudicielle donnée dans l'arrêt n° 63/2011.

B.4. Dans cet arrêt, il a été répondu comme suit à cette question préjudicielle :

« B.2.1. Le juge *a quo* interroge la Cour sur la compatibilité de l'article 136 du CIR 1992 avec les articles 10 et 11 de la Constitution en ce que cette disposition, si elle est interprétée comme ne permettant pas que les enfants de parents séparés soient pris en charge simultanément, sur le plan fiscal, par leurs deux parents, établit une différence de traitement entre les parents qui ont la charge de leurs enfants selon que ces derniers sont ou non domiciliés chez eux.

Il ressort de la décision de renvoi que le litige pendant devant le juge *a quo* concerne le refus de l'administration fiscale d'octroyer au demandeur devant le juge *a quo* la réduction du précompte immobilier pour enfant à charge au motif que les enfants, qu'il héberge également, sont toutefois domiciliés chez son ex-épouse.

B.2.2. Il s'ensuit que la différence de traitement alléguée ne trouve pas sa source dans l'article 136 du CIR 1992, mais dans les articles 257 et 258 du même Code, lesquels visent la réduction du précompte immobilier pour enfant à charge. Cependant, la différence de traitement ne découle de ces dispositions que lues en combinaison avec la définition d'"enfant à charge" contenue à l'article 136 du CIR 1992, lorsque cette définition s'applique au calcul du précompte immobilier.

Or, si le concept de "ménage", auquel il est fait appel dans la détermination de ce qu'il convient d'entendre par "enfant à charge", constitue, en principe, une notion de fait (Cass., 12 mars 2010, F.09.0023.F), il n'en demeure pas moins, selon le juge *a quo*, qu'en matière d'hébergement alterné, le recours à la notion de domicile pour identifier à la charge de quel parent l'enfant doit être pris en compte peut être déterminant. Tel est le cas, en l'espèce, dès lors qu'aucun accord des parties n'est intervenu quant à la prise en charge fiscale des enfants et qu'il n'existe pas davantage de décision judiciaire pertinente en la matière.

B.2.3. C'est dans cette interprétation que la Cour répond à la question préjudicielle.

B.3.1. Le juge *a quo* vise expressément, dans sa décision de renvoi, l'article 132bis du CIR 1992 qui permet aux parents séparés de répartir entre eux le supplément de quotités exemptées d'impôt sur les revenus pour enfant à charge.

Depuis sa modification par l'article 279 de la loi du 27 décembre 2006, cet article dispose :

' Les suppléments visés à l'article 132, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>, sont répartis entre les deux contribuables qui ne font pas partie du même ménage mais qui exercent conjointement l'autorité parentale sur un ou plusieurs enfants à charge qui donnent droit aux suppléments visés ci-avant et dont l'hébergement est réparti de manière égalitaire entre les deux contribuables :

- soit sur la base d'une convention enregistrée ou homologuée par un juge dans laquelle il est mentionné explicitement que l'hébergement de ces enfants est réparti de manière égalitaire entre les deux contribuables et qu'ils sont disposés à répartir les suppléments à la quotité du revenu exemptée d'impôt pour ces enfants;

- soit sur la base d'une décision judiciaire où il est explicitement mentionné que l'hébergement de ces enfants est réparti de manière égalitaire entre les deux contribuables.

Dans ce cas, les suppléments visés à l'article 132, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup>, auxquels ces enfants donnent droit, déterminés abstraction faite de l'existence d'autres enfants dans le ménage dont ils font partie, sont attribués pour moitié à chacun des contribuables.

Dans le cas visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le supplément visé à l'article 132, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, est attribué pour moitié au contribuable qui ne déduit pas des dépenses engagées pour la garde d'enfants visée à l'article 104, 7<sup>o</sup>.

Une copie de la décision judiciaire ou de la convention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, doit être tenue à la disposition de l'administration aussi longtemps qu'au moins un des enfants dont l'autorité parentale est exercée conjointement et dont l'hébergement est réparti de manière égalitaire, donne droit aux suppléments visés au présent article.

Le présent article n'est applicable que si, au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition, la convention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est enregistrée ou homologuée ou la décision judiciaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est rendue.

Le présent article n'est pas applicable aux suppléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> se rapportant à un enfant pour lequel des rentes alimentaires visées à l'article 104, 1<sup>o</sup>, sont déduites par un des contribuables susvisés '.

B.3.2. En vertu de l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, le précompte immobilier est un impôt régional.

Tel qu'il a été remplacé par la loi spéciale du 13 juillet 2001, l'article 4, § 2, de la même loi spéciale dispose :

' Les régions sont compétentes pour modifier le taux d'imposition, la base d'imposition et les exonérations de l'impôt visé à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>. Elles ne peuvent toutefois modifier le revenu cadastral fédéral. La gestion conjointe des données de la documentation patrimoniale s'effectue par la voie d'un accord de coopération au sens de l'article 92bis, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles '.

B.3.3. L'article 4, § 2, de la loi spéciale de financement définit en des termes généraux la compétence d'exonération attribuée aux régions à l'égard du précompte immobilier. Cette attribution de compétence ne contient aucune réserve en fonction des techniques d'exonération utilisées, pour autant que ne soit pas mis en cause le mode de fixation uniforme des revenus cadastraux.

Pour que cette compétence ait un sens, elle doit aussi inclure le pouvoir de déterminer dans quelles circonstances les exonérations sont applicables.

Il s'ensuit qu'il appartient au législateur régional de fixer les conditions auxquelles une réduction du précompte immobilier peut être accordée. Il relève dès lors de sa compétence de déterminer s'il y a lieu de répartir la réduction du précompte immobilier pour enfant à charge entre les parents séparés qui hébergent également leurs enfants.

B.3.4. Dès lors, la circonstance que le législateur fédéral a prévu, à l'article 132bis du CIR 1992, un mécanisme de répartition de la quotité exemptée d'impôt sur les revenus entre les parents séparés qui exercent conjointement l'autorité parentale et hébergent également leurs enfants, est impuissante à démontrer, à elle seule, l'existence d'une différence de traitement incompatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

En effet, il s'agit d'une différence de traitement qui trouve sa source dans l'application de normes de législateurs différents dans l'exercice de leurs compétences propres. Une telle différence ne saurait en soi être considérée comme contraire au principe d'égalité et de non-discrimination. Sans préjudice de l'application éventuelle du principe de proportionnalité dans l'exercice des compétences, l'autonomie que l'article 4, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 a conférée aux régions n'a pas de sens si une différence de traitement entre les destinataires, d'une part, de règles fédérales et, d'autre part, de règles régionales dans des matières analogues est jugée contraire en tant que telle au principe d'égalité et de non-discrimination.

B.4.1. La disposition en cause trouve son origine dans l'article 41, § 4, de la loi du 20 novembre 1962 ' portant réforme des impôts sur les revenus ', lequel disposait :

' Sur la demande de l'intéressé, il est accordé :

[...]

3<sup>o</sup> une réduction, égale à 10 % par enfant à charge, du précompte immobilier afférent à l'immeuble occupé par le chef d'une famille comptant au moins deux enfants en vie [...] '.

Au cours des travaux préparatoires de cette loi, il fut précisé que ' dès la présence d'un deuxième enfant, les charges deviennent beaucoup plus importantes ' (*Doc. parl.*, Chambre, 1961-1962, n<sup>o</sup> 264/42, p. 180).

B.4.2. L'avantage fiscal que constitue l'article 257, 3<sup>o</sup>, a pour but d'aider les contribuables qui supportent la charge financière de leurs enfants. Dès lors, la simple circonstance que ces derniers ne faisaient pas partie du ménage d'un contribuable isolé - tel, en l'espèce, le père divorcé - au motif qu'ils ne seraient pas domiciliés chez lui, ne justifie pas que cet avantage ne puisse, à aucune condition, profiter partiellement à ce contribuable, lorsque la charge des enfants est supportée d'une manière égale par chaque parent, chacun d'eux hébergeant réellement et de manière égalitaire leurs enfants.

B.5. La question préjudicielle appelle une réponse affirmative ».

B.5. Pour les mêmes motifs que ceux de l'arrêt n° 63/2011, le moyen est fondé dans la même mesure.

Par ces motifs,  
la Cour

annule l'article 136 du Code des impôts sur les revenus 1992, lu en combinaison avec ses articles 257 et 258 tels qu'ils sont applicables en Région wallonne, en ce qu'il ne permet à aucune condition au contribuable hébergeant également ses enfants, de bénéficier d'une réduction partielle du précompte immobilier afférent à l'immeuble qu'il occupe.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, à l'audience publique du 13 décembre 2012.

Le greffier,  
F. Meersschaut

Le président f.f.,  
J.-P. Snappe

## GRONDWETTELIJK HOF

[2012/207525]

### Uittreksel uit arrest nr. 153/2012 van 13 december 2012

Rolnummer 5302

*In zake* : het beroep tot vernietiging van artikel 136 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingesteld door Thierry Van Geet en Juliette Vangrieken.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit rechter J.-P. Snappe, waarnemend voorzitter, voorzitter M. Bossuyt, en de rechters E. De Groot, A. Alen, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul en F. Daoût, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van rechter J.-P. Snappe,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 1 februari 2012 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 2 februari 2012, hebben Thierry Van Geet en Juliette Vangrieken, beiden wonende te 1495 Villers-la-Ville, rue du Bosquet 48, ingevolge het arrest van het Hof nr. 63/2011 van 5 mei 2011 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 augustus 2011, tweede editie), beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 136 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

(...)

II. *In rechte*

(...)

*Ten aanzien van de bestreden bepaling*

B.1. Artikel 136 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 1992) bepaalt :

« Als ten laste van de belastingplichtigen worden aangemerkt, mits zij deel uitmaken van hun gezin op 1 januari van het aanslagjaar en zij persoonlijk in het belastbare tijdperk geen bestaansmiddelen hebben gehad die meer dan 2.890 EUR (basisbedrag 1.800 EUR) netto bedragen :

1° hun kinderen;

[...] ».

Zoals het in het Waalse Gewest van toepassing is, bepaalt artikel 257 van het WIB 1992 :

« Op aanvraag van de belanghebbende wordt verleend :

[...]

3° een vermindering van onroerende voorheffing in verband met het onroerend goed dat wordt betrokken door het hoofd van een gezin met ten minste twee kinderen in leven of met een in de zin van artikel 135, eerste lid, gehandicapte persoon.

Die vermindering bedraagt 250 euro voor iedere gehandicapte persoon ten laste, met inbegrip van de echtgenoot of de wettelijk samenwonende, en 125 euro voor ieder niet-gehandicapt kind ten laste, vermenigvuldigd met de breuk 100/(100 + bovenop de onroerende voorheffing totaal opcentiemen bepaald door de gemeente, de agglomeratie en de provincie waar het door het gezinshoofd betrokken onroerend goed gelegen is);

Een kind dat gedurende de veldtochten 1914-1918 of 1940-1945 als militair, weerstander, politiek gevangene of burgerlijk oorlogsslachtoffer overleden of vermist is, wordt meegerekend alsof het in leven was;

[...] ».

Zoals het in het Waalse Gewest van toepassing is, bepaalt artikel 258, tweede lid, van het WIB 1992 :

« De verminderingen bepaald bij artikel 257, 1° tot 3°bis, mogen slechts betrekking hebben op één enkele woning, die eventueel door belanghebbende aangewezen moet worden ».

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep*

B.2.1. Bij zijn arrest nr. 63/2011 van 5 mei 2011, gewezen in antwoord op een prejudiciële vraag, heeft het Hof voor recht gezegd :

« Artikel 136 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, in samenhang gelezen met de artikelen 257 en 258 ervan zoals zij in het Waalse Gewest van toepassing zijn, schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in zoverre het de alleenstaande belastingplichtige, die zijn kinderen op gelijkmatig gedeelde wijze huisvest, onder geen enkele voorwaarde de mogelijkheid biedt om een gedeeltelijke vermindering van de onroerende voorheffing te genieten in verband met het onroerend goed dat hij betreft ».

B.2.2. Artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof bepaalt dat een nieuwe termijn van zes maanden openstaat voor het instellen van een beroep tot vernietiging tegen een wet, een decreet of een ordonnantie door, met name, elke persoon die doet blijken van een belang wanneer het Hof, uitspraak doende op een prejudiciële vraag, heeft verklaard dat die wet, dat decreet of die ordonnantie één van de in artikel 1 van dezelfde bijzondere wet bedoelde regels of artikelen van de Grondwet schendt.

B.2.3. De verzoekende partijen, die in het Waalse Gewest wonen, motiveren hun belang door aan te voeren dat zij beiden uit de echt zijn gescheiden, een gemeenschappelijk kind hebben en beiden respectievelijk de twee en de drie kinderen uit hun eerste huwelijk op gelijkmatig gedeelde wijze huisvesten, ook al delen die met hen hun wettelijke verblijfplaats niet.

B.2.4. In tegenstelling tot wat de Ministerraad aanvoert, verbiedt de voormelde bepaling het Hof niet een norm, al dan niet in samenhang gelezen met andere wettelijke bepalingen, te vernietigen waarvan het in het prejudiciële contentieux de ongrondwettigheid heeft vastgesteld. Bovendien verbiedt dezelfde bepaling het Hof niet een norm te vernietigen waarvan de vastgestelde ongrondwettigheid bestaat in een lacune gelegen in de aan het Hof voorgelegde tekst.

De exceptie wordt verworpen.

*Ten gronde*

B.3. De verzoekende partijen leiden een enig middel af uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, waarbij de grief wordt overgenomen die aanleiding heeft gegeven tot het antwoord op de prejudiciële vraag in het arrest nr. 63/2011.

B.4. In dat arrest is die prejudiciële vraag als volgt beantwoord :

« B.2.1. De verwijzende rechter stelt het Hof een vraag over de bestaanbaarheid van artikel 136 van het WIB 1992 met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in zoverre die bepaling, indien zij in die zin wordt geïnterpreteerd dat zij het niet mogelijk maakt dat de kinderen van gescheiden ouders op fiscaal vlak tegelijkertijd ten laste worden genomen door hun beide ouders, een verschil in behandeling teweegbrengt tussen de ouders die hun kinderen ten laste hebben naargelang die laatsten al dan niet bij hen zijn gedomicilieerd.

Uit de verwijzingsbeslissing blijkt dat het geschil voor de verwijzende rechter betrekking heeft op de weigering van de belastingadministratie om aan de eiser voor de verwijzende rechter de vermindering van de onroerende voorheffing voor kinderen ten laste toe te kennen aangezien de kinderen, die hij op gelijkmatig verdeelde wijze huisvest, bij zijn ex-echtgenote zijn gedomicilieerd.

B.2.2. Daaruit volgt dat het aangevoerde verschil in behandeling niet zijn oorsprong vindt in artikel 136 van het WIB 1992, maar in de artikelen 257 en 258 van hetzelfde Wetboek, die betrekking hebben op de vermindering van de onroerende voorheffing voor kinderen ten laste. Het verschil in behandeling vloeit echter enkel uit die bepalingen voort indien zij in samenhang worden gelezen met de in artikel 136 van het WIB 1992 vervatte definitie van 'kinderen ten laste', wanneer die definitie van toepassing is op de berekening van de onroerende voorheffing.

Hoewel het begrip 'gezin', waarop een beroep wordt gedaan bij het bepalen van wat onder 'kinderen ten laste' moet worden verstaan, in beginsel een feitelijk begrip is (Cass., 12 maart 2010, F.09.0023.F), kan, volgens de verwijzende rechter, met betrekking tot een afwisselende huisvesting, het gebruik van het begrip 'woonplaats' om vast te stellen ten laste van welke ouder het kind in aanmerking moet worden genomen, echter toch doorslaggevend zijn. Zulks is te dezen het geval, aangezien geen enkele overeenkomst tussen de partijen is gesloten over de fiscale tenlasteneming van de kinderen en er evenmin een relevante rechterlijke beslissing ter zake bestaat.

B.2.3. Het is in die interpretatie dat het Hof op de prejudiciële vraag antwoordt.

B.3.1. In zijn verwijzingsbeslissing heeft de verwijzende rechter het uitdrukkelijk over artikel 132bis van het WIB 1992 dat gescheiden ouders de mogelijkheid biedt om de toeslag op belastingvrije sommen voor kinderen ten laste onder elkaar te verdelen.

Sedert de wijziging ervan bij artikel 279 van de wet van 27 december 2006 bepaalt dat artikel :

'De toeslagen bedoeld in artikel 132, eerste lid, 1° tot 6°, worden verdeeld over twee belastingplichtigen die geen deel uitmaken van hetzelfde gezin maar samen het ouderlijk gezag uitoefenen over één of meer kinderen ten laste die recht geven op de bovenvermelde toeslagen en waarvan de huisvesting gelijkmatig is verdeeld over de beide belastingplichtigen :

- hetzij op grond van een geregistreerde of door een rechter gehomologeerde overeenkomst waarin uitdrukkelijk is vermeld dat de huisvesting van die kinderen gelijkmatig is verdeeld over beide belastingplichtigen en dat zij bereid zijn de toeslagen op de belastingvrije som voor die kinderen te verdelen;

- hetzij op grond van een rechterlijke beslissing waarin uitdrukkelijk is vermeld dat de huisvesting van die kinderen gelijkmatig is verdeeld over beide belastingplichtigen.

In dat geval worden de toeslagen bedoeld in artikel 132, eerste lid, 1° tot 5°, waarop die kinderen recht geven, en die worden vastgesteld ongeacht of er al dan niet andere kinderen zijn in het gezin waarvan ze deel uitmaken, voor de helft toegekend aan elk van de belastingplichtigen.

In het geval bedoeld in het eerste lid wordt de in artikel 132, eerste lid, 6° bedoelde toeslag, voor de helft toegekend aan de belastingplichtige die geen aftrek vraagt van de uitgaven voor kinderoppas bedoeld in artikel 104, 7°.

Een afschrift van de rechterlijke beslissing of de overeenkomst bedoeld in het eerste lid, moet ter beschikking van de administratie worden gehouden zolang minstens één van de kinderen waarover het ouderlijk gezag gezamenlijk wordt uitgeoefend en waarvan de huisvesting gelijkmatig is verdeeld, recht geeft op de in dit artikel bedoelde toeslagen.

Dit artikel is slechts van toepassing indien uiterlijk op 1 januari van het aanslagjaar de in het eerste lid bedoelde overeenkomst is geregistreerd of gehomologeerd of de in het eerste lid bedoelde rechterlijke beslissing is genomen.

Dit artikel is niet van toepassing op de in de eerste lid bedoelde toeslagen met betrekking tot een kind waarvoor onderhoudsuitkeringen als bedoeld in artikel 104, 1°, worden afgetrokken door één van de hierboven bedoelde belastingplichtigen'.

B.3.2. Krachtens artikel 3, eerste lid, 5°, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten is de onroerende voorheffing een gewestelijke belasting.

Zoals het bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 is vervangen, bepaalt artikel 4, § 2, van dezelfde bijzondere wet :

'De gewesten zijn bevoegd om de aanslagvoet, de heffingsgrondslag en de vrijstellingen van de in artikel 3, eerste lid, 5°, bedoelde belasting te wijzigen. Het federaal kadastraal inkomen kunnen ze echter niet wijzigen. Het gezamenlijk beheer van de gegevens van de patrimoniale documentatie gebeurt bij wege van een samenwerkingsakkoord zoals bedoeld in artikel 92bis, § 3 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen'.

B.3.3. De bevoegdheid van vrijstelling die aan de gewesten ten aanzien van de onroerende voorheffing is toegekend, is in artikel 4, § 2, van de bijzondere financieringswet in algemene bewoordingen omschreven. Hierbij wordt geen voorbehoud gemaakt naar gelang van de technieken van vrijstelling die worden aangewend, voor zover de eenvormige wijze van vaststelling van de kadastrale inkomens niet in het geding wordt gebracht.

Om niet zonder inhoud te zijn, moet die bevoegdheid ook het bepalen van de gevallen waarin vrijstellingen toepasselijk zijn, omvatten.

Daaruit volgt dat het aan de gewestelijke wetgever staat de voorwaarden vast te stellen waaronder een vermindering van de onroerende voorheffing kan worden toegekend. Het behoort bijgevolg tot zijn bevoegdheid te bepalen of er aanleiding bestaat om de vermindering van de onroerende voorheffing voor kinderen ten laste te verdelen tussen de gescheiden ouders die hun kinderen op gelijkmatig verdeelde wijze huisvesten.

B.3.4. Bijgevolg kan enkel de omstandigheid dat de federale wetgever, in artikel 132*bis* van het WIB 1992, heeft voorzien in een mechanisme van verdeling van de belastingvrije som tussen de gescheiden ouders die samen het ouderlijk gezag uitoefenen en hun kinderen op gelijkmatig verdeelde wijze huisvesten, het bestaan van een verschil in behandeling dat onbestaanbaar is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, niet aantonen.

Het betreft immers een verschil in behandeling dat zijn oorsprong vindt in de toepassing van normen van verschillende wetgevers bij de uitoefening van hun eigen bevoegdheden. Een zodanig verschil kan op zich niet worden geacht strijdig te zijn met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie. Onverminderd de mogelijke toepassing van het evenredigheidsbeginsel bij de bevoegdheidsuitoefening, heeft de autonomie die bij artikel 4, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 aan de gewesten is toegekend, geen betekenis indien in analoge aangelegenheden een verschil in behandeling tussen adressaten van, enerzijds, federale regels en, anderzijds, gewestelijke regels als zodanig strijdig wordt geacht met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie.

B.4.1. De in het geding zijnde bepaling vindt haar oorsprong in artikel 41, § 4, van de wet van 20 november 1962 ' houdende hervorming van de inkomstenbelastingen ', dat bepaalde :

' Op aanvraag van de belanghebbende wordt verleend :

[...]

3° een vermindering, gelijk aan 10 % per kind ten laste, van de onroerende voorheffing in verband met het onroerend goed dat wordt betrokken door het hoofd van een gezin met ten minste twee kinderen in leven [...] '.

Tijdens de parlementaire voorbereiding van die wet werd verduidelijkt dat ' de last [...] veel zwaarder [wordt] vanaf het tweede kind ' (*Parl. St.*, Kamer, 1961-1962, nr. 264/42, p. 180).

B.4.2. Het belastingvoordeel dat artikel 257, 3°, biedt, heeft tot doel de belastingplichtigen te helpen die de financiële last van hun kinderen dragen. Bijgevolg verantwoordt het loutere gegeven dat die laatsten geen deel zouden uitmaken van het gezin van een alleenstaande belastingplichtige - zoals, te dezen, de uit de echt gescheiden vader - omdat zij niet bij hem zouden zijn gedomicilieerd, niet dat dat voordeel die belastingplichtige onder geen enkele voorwaarde gedeeltelijk ten goede kan komen, wanneer beide ouders op gelijke wijze instaan voor de last van de kinderen, waarbij beiden hun kinderen werkelijk en op gelijkmatig verdeelde wijze huisvesten.

B.5. De prejudiciële vraag dient bevestigend te worden beantwoord ».

B.5. Om dezelfde redenen als in het arrest nr. 63/2011, is het middel in dezelfde mate gegrond.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt artikel 136 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, in samenhang gelezen met de artikelen 257 en 258 ervan zoals zij in het Waalse Gewest van toepassing zijn, in zoverre het de belastingplichtige die zijn kinderen op gelijkmatig gedeelde wijze huisvest, onder geen enkele voorwaarde de mogelijkheid biedt om een gedeeltelijke vermindering van de onroerende voorheffing te genieten in verband met het onroerend goed dat hij betreft.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op de openbare terechtzitting van 13 december 2012.

De griffier,

F. Meersschant

De wnd. voorzitter,

J.-P. Snappe

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2012/207525]

### Auszug aus dem Entscheid Nr. 153/2012 vom 13. Dezember 2012

Geschäftsverzeichnisnummer 5302

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 136 des Einkommensteuergesetzbuches 1992, erhoben von Thierry Van Geet und Juliette Vangrieken.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus dem vorsitzenden Richter J.-P. Snappe, dem Präsidenten M. Bossuyt, und den Richtern E. De Groot, A. Alen, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul und F. Daoût, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschant, unter dem Vorsitz des Richters J.-P. Snappe,

verkündet nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 1. Februar 2012 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 2. Februar 2012 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Thierry Van Geet und Juliette Vangrieken, beide wohnhaft in 1495 Villers-la-Ville, rue du Bosquet 48, infolge des Entscheids des Gerichtshofes Nr. 63/2011 vom 5. Mai 2011 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 5. August 2011, zweite Ausgabe), Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 136 des Einkommensteuergesetzbuches 1992.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

*In Bezug auf die angefochtene Bestimmung*

B.1. Artikel 136 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 (EStGB 1992) bestimmt:

«Als zu Lasten der Steuerpflichtigen gelten unter der Bedingung, dass sie am 1. Januar des Steuerjahres Mitglied ihres Haushalts sind und während des Besteuerungszeitraums selbst keine Existenzmittel über einen Nettobetrag von 2.890 EUR (Basisbetrag 1.800 EUR) bezogen haben:

1. ihre Kinder,

[...]».

So wie er in der Wallonischen Region anwendbar ist, bestimmt Artikel 257 des EStGB 1992:

«Auf Antrag des Steuerpflichtigen werden folgende Ermäßigungen gewährt:

[...]

3. eine Ermäßigung des Immobiliensteuervorabzugs in Bezug auf das unbewegliche Gut, das vom Oberhaupt einer Familie bewohnt wird, zu der mindestens zwei lebende Kinder oder ein Behinderter im Sinne von Artikel 135 Absatz 1 gehören.

Diese Ermäßigung entspricht einem Betrag von 250 Euro für jede unterhaltsberechtignte behinderte Person, einschließlich des Ehepartners oder gesetzlich zusammenwohnenden Partners, und von 125 Euro für jedes nicht behinderte unterhaltsberechtignte Kind, multipliziert mit dem Bruchteile 100/(100 + Gesamtbetrag der Zuschlagshundertstel zum Immobilienvorabzug, die von der Gemeinde, von der Agglomeration und von der Provinz, in der das von dem Familienoberhaupt bewohnte Gebäude gelegen ist, festgesetzt worden sind);

Kinder, die während der Feldzüge 1914-1918 oder 1940-1945 als Militärpersonen, Widerstandskämpfer, politische Gefangene oder zivile Kriegsoffer verstorben oder verschollen sind, werden gezählt, als ob sie noch am Leben wären, [...]».

So wie er in der Wallonischen Region anwendbar ist, bestimmt Artikel 258 Absatz 2 des EStGB 1992:

«Die in Artikel 257, 1° bis 3°*bis* [vorgesehenen Ermäßigungen] dürfen sich nur auf eine Wohnung beziehen, die ggf. von dem Betreffenden bestimmt wird».

*In Bezug auf die Zulässigkeit der Klage*

B.2.1. In seinem Entscheid Nr. 63/2011 vom 5. Mai 2011, der in Beantwortung einer Vorabentscheidungsfrage ergangen ist, hat der Gerichtshof für Recht erkannt:

«Artikel 136 des Einkommensteuergesetzbuches 1992, in Verbindung mit dessen Artikeln 257 und 258, so wie sie in der Wallonischen Region anwendbar sind, verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern er dem allein stehenden Steuerpflichtigen, der seine Kinder in gleichmäßig aufgeteilter Weise unterbringt, unter keiner Bedingung die Möglichkeit bietet, eine teilweise Ermäßigung des Immobiliensteuervorabzugs in Bezug auf das unbewegliche Gut, das von ihm bewohnt wird, zu genießen».

B.2.2. Artikel 4 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof bestimmt, dass eine neue Frist von sechs Monaten für die Einreichung einer Klage auf Nichtigerklärung eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer Ordonnanz insbesondere jeglicher Person, die ein Interesse nachweist, gewährt wird, wenn der Gerichtshof auf eine Vorabentscheidungsfrage hin erklärt hat, dass dieses Gesetz, dieses Dekret oder diese Ordonnanz gegen eine in Artikel 1 desselben Sondergesetzes erwähnte Regel oder gegen einen in Artikel 1 desselben Sondergesetzes erwähnten Verfassungsartikel verstößt.

B.2.3. Die klagenden Parteien, die in der Wallonischen Region wohnhaft sind, führen zur Begründung ihres Interesses an, dass sie beide geschieden seien, ein gemeinsames Kind hätten und beide die zwei beziehungsweise drei Kinder aus ihrer ersten Ehe in gleichmäßig aufgeteilter Weise unterbringen würden, auch wenn diese ihren gesetzlichen Wohnsitz nicht mit ihnen teilen würden.

B.2.4. Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat vorbringt, verbietet die vorerwähnte Bestimmung es dem Gerichtshof nicht, eine Norm - an sich oder in Verbindung mit anderen Gesetzesbestimmungen -, deren Verfassungswidrigkeit er im Vorabentscheidungsverfahren festgestellt hat, für nichtig zu erklären. Außerdem verbietet dieselbe Bestimmung es dem Gerichtshof nicht, eine Norm für nichtig zu erklären, bei der die festgestellte Verfassungswidrigkeit in einer Lücke besteht, mit der der dem Gerichtshof vorgelegte Text behaftet ist.

Die Einrede wird abgewiesen.

*Zur Hauptsache*

B.3. Die klagenden Parteien leiten einen einzigen Klagegrund aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung ab, wobei die Beschwerde übernommen wird, die Anlass zur Antwort auf die Vorabentscheidungsfrage im Entscheid Nr. 63/2011 gegeben hat.

B.4. Im besagten Entscheid wurde die Vorabentscheidungsfrage wie folgt beantwortet:

«B.2.1. Der vorlegende Richter befragt den Hof zur Vereinbarkeit von Artikel 136 des EStGB 1992 mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, insofern diese Bestimmung, wenn sie so ausgelegt werde, dass sie es nicht erlaube, dass bei Kindern von getrennten Eltern in steuerrechtlicher Hinsicht ihre beiden Eltern gleichzeitig für ihren Unterhalt aufkommen könnten, einen Behandlungsunterschied zwischen Eltern, die für den Unterhalt ihrer Kinder aufkämen, einführe, je nachdem, ob diese bei ihnen den Wohnsitz hätten oder nicht.

Aus der Verweisungsentscheidung geht hervor, dass die Streitsache vor dem vorlegenden Richter die Verweigerung der Steuerverwaltung betrifft, dem Kläger vor dem vorlegenden Richter die Ermäßigung des Immobiliensteuervorabzugs für Kinder zu Lasten zu gewähren, mit der Begründung, dass die Kinder, die er in gleichmäßig aufgeteilter Weise unterbringe, dennoch ihren Wohnsitz bei seiner ehemaligen Ehegattin hätten.

B.2.2. Folglich ergibt sich der angeführte Behandlungsunterschied nicht aus Artikel 136 des EStGB 1992, sondern aus den Artikeln 257 und 258 desselben Gesetzbuches, die sich auf die Ermäßigung des Immobiliensteuervorabzugs für Kinder zu Lasten beziehen. Der Behandlungsunterschied ergibt sich jedoch nur aus diesen Bestimmungen in Verbindung mit der Definition für 'Kinder zu Lasten', die in Artikel 136 des EStGB 1992 enthalten ist, wenn diese Definition auf die Berechnung des Immobiliensteuervorabzugs angewandt wird.

Obwohl das Konzept 'Haushalt', auf das bei der Bestimmung dessen, was als 'Kinder zu Lasten' zu verstehen ist, Bezug genommen wird, grundsätzlich einen faktischen Begriff darstellt, (Kass., 12. März 2010, F.09.0023.F), kann dennoch nach Auffassung des vorlegenden Richters hinsichtlich der abwechselnden Unterbringung die Anwendung des Begriffs 'Wohnsitz' zur Bestimmung des Elternteils, bei dem davon auszugehen ist, dass das Kind zu seinen Lasten ist, ausschlaggebend sein. Dies trifft im vorliegenden Fall zu, da keine Einigung der Parteien bezüglich der steuerrechtlichen Übernahme der Kinder zustande gekommen ist und diesbezüglich ebenfalls keine relevante Gerichtsentscheidung gefällt wurde.

B.2.3. Der Hof beantwortet die präjudizielle Frage in dieser Auslegung.

B.3.1. Der vorlegende Richter nimmt in seiner Verweisungsentscheidung ausdrücklich Bezug auf Artikel 132*bis* des EStGB 1992, der es getrennten Eltern ermöglicht, den Zuschlag zum Steuerfreibetrag für Kinder zu Lasten untereinander aufzuteilen.

Seit seiner Abänderung durch Artikel 279 des Gesetzes vom 27. Dezember 2006 bestimmt dieser Artikel:

'Die in Artikel 132 Absatz 1 Nr. 1 bis 6 erwähnten Zuschläge werden zwischen zwei Steuerpflichtigen aufgeteilt, die nicht Mitglied desselben Haushalts sind, jedoch zusammen die elterliche Gewalt über eines oder mehrere Kinder zu Lasten ausüben, die zu den vorerwähnten Zuschlägen berechtigen und deren Unterbringung gleichmäßig unter den beiden Steuerpflichtigen aufgeteilt ist:

- entweder auf der Grundlage einer registrierten oder vom Richter homologierten Vereinbarung, in der ausdrücklich angegeben ist, dass die Unterbringung dieser Kinder gleichmäßig unter den beiden Steuerpflichtigen aufgeteilt ist und dass diese bereit sind, die Zuschläge zum Steuerfreibetrag für diese Kinder aufzuteilen,

- oder auf der Grundlage einer gerichtlichen Entscheidung, in der ausdrücklich angegeben ist, dass die Unterbringung dieser Kinder gleichmäßig unter den beiden Steuerpflichtigen aufgeteilt ist.

In diesem Fall werden die in Artikel 132 Absatz 1 Nr. 1 bis 5 erwähnten Zuschläge, zu denen diese Kinder berechnen und die festgelegt werden ungeachtet dessen, ob es noch andere Kinder in dem Haushalt gibt, von dem sie ein Mitglied sind, jedem dieser Steuerpflichtigen zur Hälfte zuerkannt.

In dem in Absatz 1 erwähnten Fall wird der in Artikel 132 Absatz 1 Nr. 6 erwähnte Zuschlag zur Hälfte dem Steuerpflichtigen zuerkannt, der die in Artikel 104 Nr. 7 erwähnten Ausgaben für Kinderbetreuung nicht abzieht.

Eine Abschrift der in Absatz 1 erwähnten gerichtlichen Entscheidung oder Vereinbarung muss so lange zur Verfügung der Verwaltung gehalten werden, wie mindestens eines der Kinder, über das die elterliche Gewalt zusammen ausgeübt wird und dessen Unterbringung gleichmäßig aufgeteilt ist, zu den in vorliegendem Artikel erwähnten Zuschlägen berechnen.

Vorliegender Artikel ist nur anwendbar, wenn spätestens am 1. Januar des Steuerjahres die in Absatz 1 erwähnte Vereinbarung registriert oder homologiert oder die in Absatz 1 erwähnte gerichtliche Entscheidung getroffen ist.

Vorliegender Artikel ist nicht auf die in Absatz 1 erwähnten Zuschläge anwendbar, die sich auf ein Kind beziehen, für das in Artikel 104 Nr. 1 erwähnte Unterhaltsleistungen von einem der vorerwähnten Steuerpflichtigen abgezogen werden '.

B.3.2. Kraft Artikel 3 Absatz 1 Nr. 5 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen ist der Immobiliensteuervorabzug eine Regionalsteuer.

Artikel 4 § 2 desselben Sondergesetzes, ersetzt durch das Sondergesetz vom 13. Juli 2001, bestimmt:

' Die Regionen sind befugt, den Steuersatz, die Besteuerungsgrundlage und die Befreiungen von der in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 5 erwähnten Steuer zu ändern. Sie dürfen jedoch nicht das föderale Katastereinkommen ändern. Die gemeinsame Verwaltung der Daten der patrimonialem Dokumentation erfolgt im Wege eines Zusammenarbeitsabkommens im Sinne von Artikel 92bis § 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen '.

B.3.3. In Artikel 4 § 2 des Finanzierungs-sondergesetzes wird die Befugnis zur Befreiung, die den Regionen in Bezug auf den Immobiliensteuervorabzug erteilt wurde, allgemein definiert. Diese Zuständigkeitserteilung enthält keinen Vorbehalt entsprechend den angewandten Befreiungstechniken, sofern die einheitliche Weise der Festsetzung der Katastereinkommen nicht in Frage gestellt wird.

Damit diese Zuständigkeit einen Sinn hat, muss sie auch die Befugnis umfassen, die Umstände festzulegen, unter denen die Befreiungen anwendbar sind.

Daraus ergibt sich, dass es dem Regionalgesetzgeber obliegt, die Bedingungen festzulegen, unter denen eine Ermäßigung des Immobiliensteuervorabzugs gewährt werden kann. Folglich ist er dafür zuständig zu bestimmen, ob die Ermäßigung des Immobiliensteuervorabzugs für Kinder zu Lasten unter getrennten Eltern, die ihre Kinder in gleichmäßig aufgeteilter Weise unterbringen, aufzuteilen ist.

B.3.4. Demzufolge kann der Umstand, dass der föderale Gesetzgeber in Artikel 132bis des EStGB 1992 einen Mechanismus zur Aufteilung des Steuerfreibetrags unter getrennten Eltern, die gemeinsam die elterliche Gewalt ausüben und ihre Kinder in gleichmäßig aufgeteilter Weise unterbringen, es nicht alleine rechtfertigen, dass ein nicht mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbarer Behandlungsunterschied besteht.

Es handelt sich nämlich um einen Behandlungsunterschied, der aus der Anwendung von Normen verschiedener Gesetzgeber in der Ausübung ihrer eigenen Zuständigkeiten herrührt. Es kann nicht davon ausgegangen werden, dass ein solcher Unterschied an sich im Widerspruch zum Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung stehen würde. Unbeschadet der etwaigen Anwendung des Verhältnismäßigkeitsgrundsatzes bei der Zuständigkeitsausübung hätte die Autonomie, die durch Artikel 4 § 2 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 den Regionen erteilt wurde, keinen Sinn, wenn davon ausgegangen würde, dass in analogen Angelegenheiten ein Behandlungsunterschied zwischen Adressaten von einerseits föderalen Regeln und andererseits regionalen Regeln als solcher im Widerspruch zum Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung stehen würde.

B.4.1. Die fragliche Bestimmung ergibt sich aus Artikel 41 § 4 des Gesetzes vom 20. November 1962 ' zur Reform der Einkommensteuern ', der bestimmte:

' Auf Antrag des Steuerpflichtigen werden folgende Ermäßigungen gewährt:

[...]

3. eine Ermäßigung - in Höhe von 10% für jedes Kind zu Lasten - des Immobiliensteuervorabzugs in Bezug auf das unbewegliche Gut, das vom Oberhaupt einer Familie bewohnt wird, zu der mindestens zwei lebende Kinder gehören [...]'.

Während der Vorarbeiten zu diesem Gesetz wurde präzisiert: ' Sobald ein zweites Kind vorhanden ist, steigen die Auslagen deutlich an ' (*Parl. Dok., Kammer, 1961-1962, Nr. 264/42, S. 180*).

B.4.2. Der in Artikel 257 Nr. 3 vorgesehene Steuervorteil dient dazu, den Steuerpflichtigen, die für den finanziellen Unterhalt ihrer Kinder aufkommen, zu helfen. Daher rechtfertigt der bloße Umstand, dass diese nicht zum Haushalt eines allein stehenden Steuerpflichtigen gehören - wie im vorliegenden Fall des geschiedenen Vaters -, weil sie nicht ihren Wohnsitz bei ihm haben, es nicht, dass dieser Vorteil unter keiner Bedingung diesem Steuerpflichtigen teilweise gewährt werden kann, wenn jeder Elternteil zu gleichen Teilen für den Unterhalt der Kinder aufkommt und beide ihre Kinder tatsächlich und in gleichmäßig aufgeteilter Weise unterbringen.

B.5. Die präjudizielle Frage ist bejahend zu beantworten».

B.5. Aus den gleichen Gründen wie im Entscheid Nr. 63/2011 ist der Klagegrund im selben Maße begründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt Artikel 136 des Einkommensteuergesetzbuches 1992, in Verbindung mit dessen Artikeln 257 und 258, so wie sie in der Wallonischen Region anwendbar sind, für nichtig, insofern er dem Steuerpflichtigen, der seine Kinder in gleichmäßig aufgeteilter Weise unterbringt, unter keiner Bedingung die Möglichkeit bietet, eine teilweise Ermäßigung des Immobiliensteuervorabzugs in Bezug auf das unbewegliche Gut, das von ihm bewohnt wird, zu genießen.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 13. Dezember 2012.

Der Kanzler,

F. Meersschant

Der vors. Richter,

J.-P. Snappe